3e ANNEE (2e Série). — N° 69.

MARDI 18 JUIN 1918.

RÉDACTION et ADMINISTRATION
142, Rue Montmartre
PARIS (2e Arr.)
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : Nalpopul-Paris
TÉLÉPHONE : Central 07-47
DIRECTEUR LITTÉRAIRE : HENRI BARBUSSE
RÉDACTEUR EN CHEF : PAUL FAURE



Directeur Politique : JEAN LONGUET

· Journal Socialiste du soir ·

L'Union des travailleurs fera la paix du monde.

ANATOLE FRANCE

10 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS :	3 mois	6 mois	1 an
PARIS (Seine et S.-et-O.)	6 fr.	11 fr.	20 fr
DÉPARTEMENTS	8 fr.	14 fr.	26 fr.
ÉTRANGER	10 fr.	18 fr.	35 fr.

ABONNEMENTS AU NUMÉRO SPÉCIAL DU SAMEDI :	6 mois	1 an
PARIS ET PROVINCE	4 fr.	6 fr.
ÉTRANGER	6 fr.	8 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

LES NATIONALITES

Les Grecs d'Asie-Mineure

La solution socialiste et l'autre

Le citoyen Couriel, député socialiste, que nous avons eu le plaisir de présenter aux lecteurs du *Populaire*, lors de son dernier passage à Paris, a publié, dans le dernier numéro de la revue *L'Avenir*, un article relatif aux Grecs d'Asie-Mineure.

Il fait remarquer que les socialistes qui se sont occupés de la question des nationalités et en particulier le citoyen Albert Thomas, ont parlé beaucoup des nationalités d'Autriche-Hongrie, un peu des Arméniens, mais pas du tout des Grecs d'Asie-Mineure.

Il y a eu, à la vérité, d'autres oublis, et, dernièrement, la *Neue Zeit*, répondant au Memorandum de Londres, en faisait une énumération impressionnante — Irlande, Egypte, Maroc, île de Chypre, île de Malte, anciennes républiques boers, Indes anglaises, etc., — énumération qui montre assurément la perfidie de certains majoritaires allemands, mais qui prouve aussi à quelles absurdités aboutit le fameux principe des nationalités pris à la lettre et poussé à ses dernières conséquences.

Mais, et c'est ce que nous voulons rapidement montrer, le citoyen Couriel — qui, d'ailleurs, quoique personnellement rallié, ainsi que son collègue Sideris, à l'action ententophile (comme on dit là-bas) est l'élu de la Fédération de Salonique qui mena contre la guerre un énergique combat — pose la question et en cherche la solution, non pas en nationaliste, mais en socialiste réaliste.

Le parti venizeliste — parti nettement nationaliste, réclamait hardiment la côte d'Asie-Mineure avec un hinterland — et on la lui promettait à l'époque où il s'agissait de faire « marcher la Grèce », comme, à d'autres époques, on faisait des promesses mirifiques et quelque peu contradictoires aux Italiens, aux Serbes, aux Roumains. Maintenant, on est plus réservé. Venizelos lui-même a proclamé, comme but de guerre, le retour au *statu quo* et les Grecs d'Asie-Mineure sont oubliés.

Leur cause est juste pourtant et il ne s'agit pas ici de satisfaire un orgueil de race, mais de résoudre un problème aigu ; par centaines de milliers, les Grecs qui habitent — mélangés aux Turcs — les côtes de l'Asie-Mineure, ont été, ou arrachés de leurs foyers et entraînés à l'intérieur, ou, privés de tous leurs biens, chassés en Grèce. A la paix, rentreront-ils dans leurs demeures et trouveront-ils alors des garanties ?

Le citoyen Couriel, contrairement aux nationalistes grecs, et conformément aux idées d'union et de fédération conseillées par Jaurès, aux peuples d'Orient et que les socialistes de ces régions ont solennellement acceptées, explique qu'en Asie-Mnieure le Turc agriculteur et le Grec commerçant pourraient parfaitement se comprendre et se compléter, si des institutions libérales assuraient, aux uns comme aux autres, un minimum de liberté. Ainsi, il ne pousse pas à la haine de race, à l'exclusivisme national, mais il voit au contraire, dans le rapprochement des races par la démocratie, la seule solution possible. Il déclare, d'ailleurs, que c'est cette solution que réclament les Grecs d'Asie-Mineure eux-mêmes.

Les Grecs d'Asie-Mineure, dit-il, intelligents et pratiques, ont très bien compris cette vérité et n'ont jamais demandé qu'à vivre en étroite collaboration avec la population musulmane, que la mauvaise foi et les prétentions chauvinistes des dirigeants ont armée contre les Grecs innocents. Ayant vécu longtemps en Turquie, je puis affirmer que ces sentiments sont partagés par la population turque également, à l'exception, bien entendu, d'une partie de la jeunesse, élevée à l'école prussienne.

Plus d'immense Turquie aux parties liées entre elles par les brides de fer du dominateur commun, mais un vaste pays dont la force sera la résultante des efforts de toutes les unités mises sur un pied d'égalité. Le salut est dans fédération des vilayets, où les minorité nationales qu'elles soient turques, grecques ou arméniennes suivant les provinces, seront complètement libres de se développer individuellement et collectivement ou nationalement.

Voilà l'idéal des milliers de réfugiés Grecs qui pensent et de nombreux militants socialistes d'Orient.

C'est d'ailleurs l'unique voie qui permettra de faire un facteur puissant de progrès d'une région qui a été, et qui sera plus encore après la guerre, un foyer de conflits internationaux.

Voilà le point de vue socialiste. Certains diront que sa réalisation est difficile, puisqu'elle suppose l'institution d'une organisation administrative libérale en Turquie. Mais il est facile de répondre que cette transformation interne en Asie-Mineure est encore moins difficile que la séparation des éléments ethniques différents, qui, elle, dans tout l'Orient, est radicalement impossible. Une solution « nationale », dans ces pays, ne peut que substituer une tyrannie à une autre et provoquer de nouveaux conflits. On a vu, d'ailleurs, depuis 1908, les beaux effets du système dans les Balkans, et c'est une des raisons pour lesquelles toutes les entreprises de « balkanisation » en Europe nous inquiètent, qu'elles soient dirigées par les généraux d'Hindenburg ou préparées par d'autres. — *D. R.*

COUPS DE PATTE

Les capucins, bénédictins, trappistes et autres frères de Saint-Jean de Nom de Dieu se contentaient naguère de fabriquer quelque liqueur parfumée, propre à enivrer les fidèles et à emplir les coffre des abbayes austères. Aujourd'hui, ces saints personnages pillent les correspondances !

Affaire d'atavisme ! Tout homme a dans le cœur, paraît-il, un cochon qui sommeille. Mais je crois aussi qu'il suffit de gratter le curé pour qu'apparaisse l'inquisiteur. Et tout compte fait, je crois bien que je préfère le compagnon de saint Antoine aux disciples dudit saint.

Dom Besse avait sans doute l'intention de sauver l'âme des pauvres mécréants socialistes. Hélas ! il n'y réussira pas ; mais, par contre, il a parfaitement démonté que les deux initiales R. P. ne veulent pas seulement dir « Révérnd Père », mais aussi bien « répugnant personnage ».

GROS-RENÉ.

La seule attitude à prendre

M. Alfred Capus prend prétexte d'un passage du dernier discours de M. Wilson pour essayer de nous confondre en prétendant que Clemenceau et Wilson sont d'accord.

Le président des Etats-Unis a dit : « C'est seulement par la victoire que la paix peut être assurée... »

M. Capus traduit qu'il faut se livrer à l'effort militaire total et ne jamais manifester le désir de traiter avec l'Allemagne.

Cette opinion tranchante serait soutenable si M. Wilson n'avait pas pris soin à vingt reprises successives de préciser sa pensée et de déclarer qu'il était toujours prêt à négocier si l'Allemand acceptait comme base de discussion les principes de la Révolution russe à la plupart desquels l'homme d'Etat américain avait donné une publique adhésion.

La victoire, dans ces conditions, c'était d'obliger l'Allemagne à renoncer au rêve d'hégémonie de ses impérialistes.

On répétera que ces derniers n'ont pas donné l'impression, à Brest-Litovsk, qu'ils soient disposés à entrer dans la voie de la raison.

Nous n'en disconvenons pas. Mais nous répéterons à notre tour que, si l'Allemand avait rencontré à Brest-Litovsk non des porte-parole abandonnés d'un pays vaincu, bafoués, même par ceux qui auraient dû les soutenir, mais toute la diplomatie alliée, appuyée par d'innombrables armées, la situation eût été tout à fait différente et le chemin de la paix — de la paix de la victoire comme l'entend M. Wilson — eût peut-être été découvert.

La « seule attitude » n'est donc pas la guerre, la guerre intégrale, la guerre aveugle — cette attitude-là démoralise et décourage — ce qu'il faut dire, c'est qu'on est toujours prêt à parler de paix, à la chercher à tout instant, si l'ennemi y consent, et, naturellement, à continuer la guerre si l'ennemi veut nous faire subir ses violences et nous imposer ses lois.

Rien n'indique que M. Wilson ait abandonné ce point de vue. L'eût-il fait, d'ailleurs, que nous persisterions à le conserver, nous, et à souhaiter, pour son application et son triomphe, le concours actif de toutes les forces ouvrières et socialistes internationales. PAX.

Stockholm, 17 juin. — La « Reichspost » de Vienne, ayant publié une information d'après laquelle un agent autrichien aurait négocié à Stockohlm avec la légation d'Angleterre en vue d'une paix séparée avec l'Autriche, sans tenir compte des intérêts de l'Italie, le ministre d'Angleterre, sir Esme Howard, donne le démenti le plus formel.

FRONT FRANÇAIS : ACCALMIE FRONT ITALIEN : BATAILLE

1414e jour de la guerre

COMMUNIQUÉ FRANÇAIS

14 HEURES. — Entre Oise et Aisne, nous avons réussi ce matin, une opération de détail qui nous a permis d'élargir nos positions au nord et au nord-ouest d'Hautebraye, nous avons fait une centaine de prisonniers et capturé des mitrailleuses.

Au bois des Caurières et dans les Vosges, nous avons repoussé des coups de main ennemis.

Rien à signaler sur le reste du front.

La lutte est âpre sur le front italien

Rome, 17 juin. — Une communication envoyée par la présidence du Conseil au Sénat et à la Chambre expose comme suit la situation basée sur les renseignements parvenus du commandement suprême jusqu'à 22 heures.

Au cours de la journée, l'ennemi a entravé, par une forte réaction, la pression contre-offensive de nos troupes et des troupes alliées sur le plateau d'Asiago et dans la région du mont Grappa.

Il a attaqué fortement le long de la Piave afin de gagner du terrain et d'établir de solides têtes de pont sur la rive droite de la rivière.

Nos troupes par une résistance tenace et par des contre-attaques réitérées le contiennent efficacement.

La lutte s'est accentuée davantage du côté oriental de Montello et à l'ouest de San Donna Di Piave. (*Havas.*)

L'offensive autrichienne

Rome, 17 Juin. — Les derniers renseignements parvenus à la présidence du conseil permettent de résumer la situation de la façon suivante :

« La bataille se poursuit avec violence. La pression de l'ennemi est toujours aussi forte sur tous les points du front attaqué, c'est-à-dire du haut-plateau à la mer. La résistance de nos troupes, toujours très ferme, n'a pas permis à l'ennemi de franchir nos lignes. La bataille se déroule toujours sur les premières lignes, avec des alternatives diverses. Nos troupes ayant effectué plusieurs contre-attaques, dont quelques-unes avec succès, ont rétabli la situation primitive. » (*Radio.*)

L'opinion à Vienne

Berne, 16 Juin. — On mande de Vienne : « Le communiqué autrichien contient l'aveu que, sur plusieurs points importants du front d'attaque les troupes autrichiennes ont dû se replier devant les contre-attaques furieuses des Italiens. » (*Radio.*)

La violence du bombardement

Le correspondant de l'agence Reuter télégraphie au *Daily Mail* :

« Les hauteurs, qui furent si âprement disputées lors de la dernière offensive autrichienne, tout le triangle montagneux qui s'étend entre l'Asiago et la Brenta sont devenus, un fois de plus lé théâtre de combats désespérés.

Un grand nombre d'obus à gaz ont été tirés par les Autrichiens, surtout dans le fond des vallées ; la vallée Brenta et d'autres voies importantes ont été criblées d'obus de gros calibre.

En plusieurs points sur la Piave, le feu de protection ennemi a été intense. On pouvait l'entendre ce matin à une distance de 50 kilomètres comme un long roulement continu et des canons à longue portée sont ensuite entrés en action.

Une violente tempête fait rage ce soir, accompagnée d'une pluie qui peut favoriser la défense.

Jusqu'à présent, en ce qui concerne les troupes anglaises, l'offensive autrichienne semble être considérablement amortie en un seul jour. Ce soir, le petit bout de terrain que les Autrichiens avaient réussi à gagner ce matin a été repris, sauf un faible saillant et qui est encerclé, ce qui nous permettra probablement d'ajouter demain d'autres prisonniers à notre fournée de deux cents. Une batterie de quatre canons qui, grâce à sa position avancée, était tombée un moment entre les mains de l'ennemi, est de nouveau en notre possession. Ce fut une contre-attaque lancée aujourd'hui à cinq heures trente qui nous a valu la reprise de cette batterie et celle du terrain perdu. On s'attend à ce qui le chiffre des prisonniers augmente demain.

Le seul résultat de l'offensive contre nos troupes, menée comme il semble par quatre divisions est que la ligne britannique est de nouveau ce qu'elle était ce matin.

Les Français ont également tout à fait rétabli leur ligne, après avoir pris environ cent soixante prisonniers.

Un officier supérieur anglais disait ce soir : « C'est pour nous une journée tout à fait satisfaisante. » Cet après-midi, un certain nombre d'aéroplanes anglais ont pris une part brillante au combat contre les troupes autrichiennes sur la Piave. »

LE FRONT A MIDI

L'accalmie se prolonge sur tout le front français, alors que la bataille fait rage en Italie, du plateau d'Asiago à la mer. Nous saurons bientôt si les Allemands ont l'intention d'envoyer des renforts à leurs alliés ou si, au contraire, ils tenteront une autre offensive sur notre front.

L'attaque autrichienne, dirigée par le maréchal Boroevic, s'est produite en deux secteurs : Trentin et Vénétie. Une tre[illegible]ne de divisions réparties en trois armées sous le commandement du maréchal Conrad von Hoetzendorf se sont lancées à l'assaut des massifs montagneux compris entre le mont Tomba et la Piave moyenne.

Le plateau des Sept-Communes, avec les villes d'Asiago et d'Arsiero, restées au pouvoir des Italiens, constitue le premier échelon du front de résistance des troupes alliées. Ce sont ensuite une série de massifs montagneux, qui vont de la Brenta à la Piave, et qui s'élèvent parfois, comme au mont Grappa, à près de 2.000 mètres d'altitude.

Sur le plateau des Sept-Communes l'échec des Autrichiens a été complet, la presse viennoise elle-même l'avoue. Elle l'excuse en prétendant que de ce côté l'armé italienne était prête à l'attaque.

Dans la région du mont Val Bella, dans la vallée de la Brenta l'ennemi a réussi, par contre, à pénétrer dans quelques positions de première ligne.

Von Kirchbach mène l'attaque sur le front de la Piave. Il a sous ses ordres environ vingt-cinq divisions divisées aussi en trois armées qui se battent de Valdobiadene à la mer. La plaine de la Piave est dominée, de la Brenta à l'Adriatique par un formidable bastion, le mont Tello, qui la surplombe de 150 à 200 mètres. On peut être sur que les Italiens s'attacheront à la défense de cette charnière dont nous ne saurions trop souligner l'importance.

Aux dernières nouvelles, la bataille a pris un grand caractère d'âpreté. Dans la région de Mervesa et vers San-Dona di Piave, les Autrichiens avaient réussi à franchir le fleuve. Les réserves italiennes semblent pourtant contenir l'ennemi. La bataille d'ailleurs ne fait que commencer.

A. V.

Après les Gothas

Plusieurs avions ennemis survolèrent Paris et sa banlieue, l'avant-dernière nuit. A différentes reprises, ils tombèrent dans les sillons lumineux des phares qui tous, aussitôt, convergèrent vers eux. Mais l'ennemi surpris ainsi, prend toujours de l'altitude et montant en zigzags se soustrait facilement.

Quatre bombes sont tombées intra-muros. Plusieurs personnes ont été tuées, dont trois femmes. Il y a des blessés, dont certains assez grievement.

Plusieurs journaux du matin déplorent après nous, la ruée de la foule vers les point de chute avant que la berloque se soit fait entendre.

L'*Œuvre* constate très justement :

La prudence exige qu'on reste dans les abris aussi longtemps que la berloque n'est pas sonnée et qu'on rentrer chez soi ensuite pour éviter toute surprise.

On se plaint amèrement que les abris ne soient pas signalés aux passants.

Nous voulons espérer que la « commission des abris » de la préfecture de police se décidera à ordonner qu'une lumière bleue discrète les signale de loin à ceux qui recherchent un refuge contre le bombardement et les éclats d'obus.

D'autres personnes nous signalent que les sirènes se sont fait entendre moins longtemps, et avec moins d'intensité ; ainsi, d'ailleurs, que les cloches.

A LA MANIERE DE BUFFON



— *A présent, c'est une autre paire de manches !*

L'affaire Caillaux

LE « CARNET MYSTERIEUX » !

Certains journaux réactionnaires ont prétendu récemment que M. Caillaux retardait à plaisir l'issue de son instruction. Inutile de s'attarder à relever ce qu'il y a d'extraordinaire dans le fait de voir un prisonnier s'efforcer de prolonger sa détention. Les personnes bien informées affirment que les lenteurs de l'instruction proviennent uniquement de l'accusation. Ceci est plus vraisemblable.

On a parlé d'un « carnet mystérieux », aux révélations sensationnelles, accablantes pour l'ancien président du conseil. En réalité, il s'agit, nous assure-t-on, d'un agenda, propriété personnelle de M. Martini, l'homme d'Etat italien, avec lequel M. Caillaux se trouva en relations, lors de ses voyages en Italie. M. Martini avait inscrit sur cet agenda des notes, des impressions, qui devaient l'aider à la rédaction de plusieurs articles.

Il avait remis cet agenda à M. Caillaux qui a déclaré n'avoir pas eu, depuis lors, l'occasion d'en prendre connaissance. C'est sur cet agenda, ou plus précisément sur certaines de ses pages, que M. Bouchardon a prié, ces jours derniers, M. Caillaux de s'expliquer.

Celui-ci, ne connaissant pas, ainsi que nous venons de le dire, le détail des impressions de M. Martini, aurait alors demandé un délai de quarante-huit heures pour les étudier.

Ce ne peuvent être ces quarante-huit heures qu'on est en droit d'invoquer pour expliquer ces longs mois d'instruction qui semblent indiquer les tâtonnements, les hésitations d'une accusation dont les amis de l'ancien président du conseil disent couramment qu'elle s'écroule sous le ridicule et sous l'odieux. Ce sera à voir.

Nous continuerons à demander, nous, des preuves et la lumière — vite et tout — mais d'autres preuves que celles qui suffisent à un Maurras ou à un Daudet, des preuves qui aient cours en justice, en vraie justice.

POLITIQUE INTERNATIONALE

La situation en Autriche à l'heure de l'offensive

Il est doublement intéressant d'examiner la situation de l'Autriche-Hongrie, au moment même où, sous la pression de l'Allemagne, Charles Ier a prescrit une nouvelle offensive contre l'Italie. De l'avis de personnes bien informées, le gouvernement de Vienne aurait souhaité rester l'arme au pied, car il ne voyait point quel profit il retirerait d'une victoire et il apercevait nettement les inconvénients qui résulteraient pour lui d'un échec.

La condition impérieuse de l'Empire danubien est telle, en effet, que si Boroevic et Conrad de Hoetzendorf sont battus, de violentes perturbations seront inévitables. C'est anticiper sur les événements que de signaler, comme certaines dépêches hollandaises, la révolution à Vienne ; mais il n'est douteux à aucun égard que cette révolution, au lendemain d'une offensive brisée, aurait toutes chances d'éclater.

Les peuples d'Autriche et de Hongrie n'ont plus de quoi manger. Leur sort est plus pénible que celui des populations allemandes, parce que l'organisation ici est demeurée à l'état rudimentaire.

De graves questions politiques se posent dans les deux compartiments de la monarchie. A Vienne, von Seidler, qui ne réussit pas à se constituer une majorité au Reichsrath, menace de recourir à la dictature et de renvoyer les députés. A Pesth, Wekerlé a capitulé devant Tisza et réduit la réforme électorale à des proportions dérisoires.

Le socialisme austro-hongrois, après avoir longtemps suivi les directions des majoritaires allemands, a adopté une attitude d'opposition qui inquiète vivement le pouvoir. Il revient à son rôle historique, dénonce les abus de toutes sortes, et réclame la paix.

Enfin, les querelles de nationalités atteignent à un degré inouï de violence. Les Slaves de Bohême, de Silésie, de Moravie, de Carniole, de Dalmatie, d'Istrie, de Bosnie, de Croatie, se concertent entre eux pour la première fois et comme ils détiennent la majorité au moins à la Chambre autrichienne, ils rendront la situation intenable à tout président du conseil qui voudrait les combattre. Il est vrai que les Allemands et les Magyars de leur côté profèrent les pires outrages à l'adresse des hommes politiques qui feraient des concessions au slavisme.

L'empire danubien est en pleine fermentation : on devine quelles conséquences engendrerait un échec militaire au front italien. — P.

M. Radoslavof démissionne

J'apprends en dernière minute la démission du cabinet bulgare. M. Radoslavof était attaqué par l'opposition pour deux motifs :

1° On lui reprochait la paix de Bucarest ;

2° Le peuple bulgare, de plus en plus las de la guerre, est en proie à une disette irrémédiable.

Je n'ai pas besoin de souligner, dans les circonstances présentes, l'importance du départ de M. Radoslavof qui était l'agent des Empires centraux. — P.

PAS DE MALENTENDU

D'une lettre très affectueuse et très réconfortante que je reçois du front, d'un de nos camarades socialistes, officier supérieur, je détache ce passage :

Je me permets d'insister près de nos amis de la minorité pour qu'ils comprennent bien que la propagande internationale qu'ils préconisent et la paix qu'ils désirent, ont pour condition nécessaire le rétablissement de notre situation militaire par les moyens les plus énergiques et si les circonstances le commandent les plus désespérés. Ce n'est pas dans une Allemagne enivrée de ses victoires que nous pouvons espérer éveiller les mouvements qui nous sont nécessaires pour aboutir à la paix des peuples.

Ceci d'ailleurs n'en souligne que davantage la faute impardonnable de ceux qui nous ont empêchés d'aller à Stockholm, à l'heure où ces espérances étaient possibles.

Pour qu'elles renaissent il faut démontrer aux Impériaux que la guerre est décidément une opération qui ne rend pas. Ce n'est malheureusement pas pour eux, à l'heure actuelle, la leçon des faits. C'est sur le Parti que je compte pour imposer le renouvellement des hommes et des méthodes qui nous ont conduits là.

L'ami qui a écrit ces lignes si sages peut être persuadé de notre entier accord. Ainsi que nous l'avons maintes fois affirmé, les uns et les autres, dans les colonnes du *Populaire*, jamais nous ne serons prêts à accepter une paix de capitulation, l'abaissement des démocraties occidentales et surtout l'humiliation de la France devant cette force de réaction exécrable qu'est l'Allemagne militariste, des junkers et des grands métallurgistes de la Westphalie. Cette Allemagne, boulevard de la réaction internationale, que notre courageux camarade Cohn vient encore de flétrir avec tant de force, à la tribune du Reichstag.

Dieu merci ! nous n'en sommes pas là. Les lourdes fautes de nos dirigeants, leur mégalomanie, leur jusqu'auboutisme aveugle ont laissé échapper à plusieurs reprises les riches occasions que nous avons eues de négocier dans des conditions qui, malheureusement, n'existent plus. Ils ont ainsi perdu une grande partie des atouts que leur avait mis en main les sacrifices innombrables et l'incomparable courage de nos combattants.

Même après sa victoire du Chemin des Dames, l'Allemagne n'est tout de même pas en situation de nous imposer une paix de Brest-Litovsk. La perte de ses colonies, l'accès de la mer qui demeure interdit à ses flottes depuis quatre années, le besoin impérieux qu'elle a des matières premières venant des marchés que dominent les Alliés, sont autant de facteurs dont elle ne peut pas ne pas tenir compte. Aussi, bien que la menace que constitue pour elle l'arrivée croissante des contingents américains.

Un rétablissement sérieux du front, qui est encore possible, venant s'ajouter à ces atouts considérables que possèdent encore les Alliés, imposerait à nos gouvernants des devoirs impérieux. Ils commettraient un crime inexpiable contre la patrie et l'humanité, s'ils laissaient alors échapper l'occasion de mettre fin au cauchemar.

Jean LONGUET,
Député de la Seine.

Les Surintendantes d'usines

L'entrée en masse des femmes à l'atelier et à l'usine a nécessairement posé des questions nouvelles dans l'organisation du travail. Une des plus importantes modifications récentes est la création d'un certain nombre d'emplois de surintendantes et le vote d'un article de loi consacrant officiellement cette création.

Dans un récent article paru dans l'*Action Féministe*, notre camarade Marthe Pichorel mettait excellemment en relief le rôle très intéressant des surintendantes. Toutefois, tout en comprenant son admiration pour la beauté du rôle en lui-même, j'avoue que je ne partage pas toutes ses illusions :

Veiller à l'embauchage des ouvrières, à leur affectation dans les divers services, leur assurer dans cet enfer qu'est l'usine moderne le maximum possible de bien-être, se pencher sur leur souffrance, sourire à leurs espoirs, être la grande sœur qui console, la mère qui doucement gronde et conseille, l'amie discrète qui s'efforce d'aplanir les obstacles du chemin, la